

Olivier COLLET

**Expert-Comptable
Commissaire aux Comptes**

**Association AGORA
La Noë – Route de Cintré**

35 650 LE RHEU

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

EXERCICE CLOS AU 31 DECEMBRE 2024



1 Passage des Sports 35650 LE RHEU
Tél. : **02 99 60 89 18** - Télécopie 02 99 60 95 91
e-mail : expert@cabinet-collet.org

Olivier COLLET

Commissaire Aux Comptes

~

Siret: 390 532 539 00017 - A.P.E.: 741C

Association AGORA

La Noë – Route de Cintré

35 650 LE RHEU

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

PRESENTE A L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

Du 15 Mai 2025

Statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 Décembre 2024

Membre de la Compagnie Régionale des Commissaires Aux Comptes Ouest Atlantique

Olivier COLLET

Commissaire Aux Comptes

~

Siret: 390 532 539 00017 - A.P.E.: 741C

Sommaire

Contenu

1 – Opinion	3
2 – Fondement de l'opinion	3
2.1 – Référentiel d'audit	3
2.2 – Indépendance	3
3 – Observations	Erreur ! Signet non défini.
4 – Justification des appréciations	4
5 – Vérifications spécifiques	4
6 – Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels	4
7 – Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels	5

Association AGORA,

Exercice clos le 31 Décembre 2024,

Rapport du Commissaire Aux Comptes
sur les Comptes annuels

Aux membres de l'Assemblée Générale,

1 – Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Conseil d'Administration, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association AGORA relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

2 – Fondement de l'opinion

2.1 – Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

2.2 – Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période allant du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Olivier COLLET

Membre de la Compagnie Régionale des Commissaires Aux Comptes Ouest Atlantique

3 – Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur les principes comptables appliqués, notamment pour ce qui concerne :

- La subvention de fonctionnement de la municipalité ;
- La facturation aux usagers
- Les indemnités de départ à la retraite ;

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

4 – Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents adressés aux adhérents sur la situation financière et les comptes annuels.

5 – Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'entité ou de cesser son activité.

Olivier COLLET

Membre de la Compagnie Régionale des Commissaires Aux Comptes Ouest Atlantique

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

6 – Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de l'entité.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des

lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à LE RHEU
Le 2 Mai 2025,

Olivier COLLET
Commissaire aux Comptes



■ Bilan actif

	Brut	Amortissement Dépréciation	Net au 31/12/2024	Net au 31/12/2023
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Installations techniques, matériels et outillages industriels	34 614	22 170	12 444	12 582
Autres immobilisations corporelles	16 655	15 314	1 341	1 377
Immobilisations financières				
Prêts	1 752		1 752	1 752
Total I	53 021	37 484	15 537	15 711
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Avances et acomptes versés sur commandes				421
Créances				
Créances usagers et comptes rattachés	34 933		34 933	62 752
Autres créances	1 984		1 984	2 919
Autres postes de l'actif circulant				
Disponibilités	238 653		238 653	192 511
Charges constatées d'avance	8 201		8 201	7 764
Total II	283 771		283 771	266 367
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	336 792	37 484	299 309	282 078
Legs nets à réaliser :				
acceptés par les organes statutairements compétents				
autorisés par l'organisme de tutelle				
Dons en nature restant à vendre :				

■ Bilan passif

	au 31/12/2024	au 31/12/2023
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres avec droit de reprise		
Réserves		
Report à nouveau	88 109	123 258
Excédent ou déficit de l'exercice	3 841	-35 150
Situation nette (sous-total)	91 950	88 109
Total I	91 950	88 109
FONDS REPORTES ET DEDIES		
PROVISIONS		
Provisions pour charges	36 654	28 360
Total III	36 654	28 360
DETTES		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	7 061	10 484
Dettes fiscales et sociales	31 163	31 181
Autres dettes		2 175
Produits constatés d'avance	132 482	121 770
Total IV	170 705	165 610
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	299 309	282 078
(1) Dont à plus d'un an (a)		
Dont à moins d'un an (a)	170 705	
(2) Dont concours bancaires et soldes créditeurs de banque		
(3) Dont emprunts participatifs		
(a) A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours		

Compte de résultat

	Exercice N 31/12/2024	Exercice N-1 31/12/2023
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	17 135	16 846
Ventes de biens et de services		
Ventes de prestations de services	253 534	216 840
Dont parrainages	30 508	12 704
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	200 400	188 000
Ressources liées à la générosité du public	27 263	21 500
Dont Mécénats	27 263	21 500
Autres produits	237	1 230
Total I	498 569	444 415
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises	1 341	886
Autres achats et charges externes	158 769	144 777
Impôts, taxes et versements assimilés	7 840	3 755
Salaires et traitements	240 981	244 459
Charges sociales	73 323	74 892
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	2 891	1 666
Dotations aux provisions	8 294	6 661
Autres charges	6 732	7 269
Total II	500 170	484 367
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	-1 602	-39 951
PRODUITS FINANCIERS		
Autres intérêts et produits assimilés	2 445	2 310
Total III	2 445	2 310
CHARGES FINANCIERES		
2. RESULTAT FINANCIER (III-IV)	2 445	2 310

■ Compte de résultat

	Exercice N 31/12/2024	Exercice N-1 31/12/2023
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)	844	-37 641
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	5 755	2 499
Total V	5 755	2 499
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	2 758	7
Total VI	2 758	7
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	2 997	2 492
Total des produits (I+III+V)	506 769	449 224
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)	502 929	484 374
EXCEDENT OU DEFICIT	3 841	-35 150

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Prestations en nature	55 073	37 039
Total	55 073	37 039
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Mises à disposition gratuite de biens	55 073	37 039
Total	55 073	37 039

Annexe légale

■ Règles et méthodes comptables

Désignation de l'association : AGORA

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2024, dont le total est de 299 309 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un excédent de 3 841 euros. L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 27/03/2025 par les dirigeants de l'association.

Description de l'objet social, des activités ou missions sociales réalisées et des moyens mis en oeuvre

Agora a pour objet de mettre en oeuvre une action permettant au plus grand nombre de partager des expériences artistiques et culturelles qui favorisent l'esprit de découverte et d'ouverture, l'épanouissement personnel, le lien social, la tolérance entre les individus.

La mise en œuvre de cette finalité est notamment assise sur 3 objectifs :

- Favoriser les pratiques artistiques et culturelles.
- Soutenir et développer la présence artistique sur le territoire.
- Impulser des dynamiques collectives et partenariales notamment avec les autres associations communales et intercommunales en privilégiant les associations affiliées.

Les principales ressources de l'association sont :

- Les contributions des usagers pour les activités (pour environ la moitié)
- La subvention de la Ville de LE RHEU (pour l'autre moitié)

L'association bénéficie également de locaux mis à disposition par la municipalité.

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2024 ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement 2018-06 de l'Autorité des Normes Comptables relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

Règles et méthodes comptables

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- * Installations techniques : 5 à 10 ans
- * Matériel et outillage industriels : 5 à 10 ans
- * Installations générales, agencements et aménagements divers : 10 ans
- * Matériel de bureau : 5 à 10 ans
- * Matériel informatique : 3 ans
- * Mobilier : 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'association a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, qu'il n'existait pas d'indice montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

■ Règles et méthodes comptables

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'association.



Cabinet Collet
AUDIT & EXPERTISE COMPTABLE

1 passage des Sports - BP 35 202 - 35 650 LE RHEU
1 rue de Paris - Atalisl - 35 510 CESSON SEVIGNE
27 rue de Gra Vur - 22 140 BEGARD

www.cabinet-collet.org
☎ : 02 99 60 89 18



Cabinet Collet
AUDIT & EXPERTISE COMPTABLE

1 passage des Sports - BP 35 202 - 35 650 LE RHEU
1 rue de Paris - Atalisl - 35 510 CESSON SEVIGNE
27 rue de Gra Vur - 22 140 BEGARD

www.cabinet-collet.org
☎ : 02 99 60 89 18

Faits caractéristiques

Autres éléments significatifs

Valorisation de la mise à disposition des locaux :

Les dépenses de fonctionnement des locaux mis à disposition de l'association AGORA s'élèvent à :

- . Ferme de la Noé : 14 297.72 €
- . Salle des Perrières : 16 347.69 €
- . Salle de Danse de la Trémelière : 21 528.68 €
- . Laboratoire Photo : 1 452.53 €
- . Local informatique : 1 446.79 €

Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Valeurs brutes				
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles	48 553	2 716		51 269
Immobilisations financières	1 752			1 752
Total	50 304	2 716		53 021
Amortissements & provisions :				
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles	34 593	2 891		37 484
Immobilisations financières				
Total	34 593	2 891		37 484
ACTIF NET				15 537

Notes sur le bilan

Les flux s'analysent comme suit :

	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Immobilisations financières	Total
Ventilation des augmentations				
Virements de poste à poste				
Virements de l'actif circulant				
Acquisitions		2 716		2 716
Apports				
Créations				
Réévaluations				
Augmentations de l'exercice		2 716		2 716
Ventilation des diminutions				
Virements de poste à poste				
Virements vers l'actif circulant				
Cessions				
Scissions				
Mises hors service				
Diminutions de l'exercice				

Notes sur le bilan

Actif circulant

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 46 870 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts	1 752		1 752
Autres			
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés	34 933	34 933	
Autres	1 984	1 984	
Charges constatées d'avance	8 201	8 201	
Total	46 870	45 118	1 752
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

Fonds propres

Tableau de variation des fonds propres

VARIATION DES FONDS PROPRES	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de r					
Fonds propres avec droit de r					
Ecart de réévaluation					
Réserves					
Report à Nouveau	123 258	-35 149		1	88 109
Excédent ou déficit de l'exerci	-35 150	35 150	3 841		3 841
Situation nette	88 109	1	3 841	1	91 950
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
Droits de propriétaires (Comm					
TOTAL	88 109	1	3 841	1	91 950

Notes sur le bilan

Provisions

Tableau des provisions

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Reprises non utilisées de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Litiges					
Garanties données aux clients					
Pertes sur marchés à terme					
Amendes et pénalités					
Pertes de change					
Pensions et obligations similaires	28 360	8 294			36 654
Pour impôts					
Renouvellement des immobilisations					
Gros entretien et grandes révisions					
Charges sociales et fiscales					
sur congés à payer					
Autres provisions pour risques et charge					
Total	28 360	8 294			36 654
Répartition des dotations et des reprises de l'exercice :					
Exploitation		8 294			
Financières					
Exceptionnelles					

L'association provisionne les engagements relatifs aux indemnités de départ en retraite. Compte tenu de l'évolution des effectifs, des salaires et de l'ancienneté, il a été comptabilisé une dotation de provision de 8 294 € au 31/12/2024.

Par ailleurs, l'association a contracté une assurance pour prise en charge des frais de départ à la retraite. A ce titre, aucun versement n'a eu lieu en 2024. Au 31 décembre 2024, le versement global à l'assurance s'élève à 37 158 €.

Ainsi, la provision comptable s'élève à 36 654 € et correspond aux montants des indemnités de départ à la retraite non couverts par l'assurance.

Notes sur le bilan

Dettes

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 170 705 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine				
- à plus de 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	7 061	7 061		
Dettes fiscales et sociales	31 163	31 163		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (**)				
Produits constatés d'avance	132 482	132 482		
Total	170 705	170 705		
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice				
(**) Dont envers les associés				

Comptes de régularisation

Produits constatés d'avance

	Produits d'exploitation	Produits Financiers	Produits Exceptionnels
Activités 2025	121 383		
Subvention perçue d'avance	9 000		
Produit facturé d'avance	2 099		
Total	132 482		

Notes sur le compte de résultat

Charges et produits d'exploitation et financiers

Rémunération des commissaires aux comptes

Commissaire aux comptes Titulaire

Honoraire de certification des comptes : 4 602 euros

Honoraire des autres services : 0 euros

Subventions d'exploitation

Concours publics et subventions

	Union européenne	Etat	Collectivités territoriales	CAF	Autres	Total
Concours publics						
Subventions d'exploitati		4 500	194 000		1 900	200 400
Subventions d'équilibre						
Subventions d'investisse						
						200 400